

Précisons qu'on a naturellement tendance à mettre surtout l'accent sur les changements ou réductions tarifaires, mais, pour le Canada comme pour bien d'autres pays, un aspect pour le moins aussi important des négociations tarifaires multilatérales touche toute la question des barrières non-tarifaires. On étudie donc également cette question et, à mon avis, les députés trouveront que nous faisons preuve, à cet égard, de clairvoyance et de prévoyance. Personne ne s'imagine que ce cheminement sera facile ou rapide. Le processus sera très long et, en fait, il est tout à fait possible que nous ne prenions pas une seule mesure, mais que nous prévoyions plutôt des évaluations périodiques chemin faisant. Autrement dit, aucun Canadien, optimiste ou pessimiste, ne doit prévoir de changements importants et subits dans la situation actuelle. De toute évidence, il faut aborder ces négociations avec un soin et une précaution extrêmes.

De surcroît, bien sûr, nous devons envisager ce que nous pouvons faire sur le plan national dans les cas où une aide temporaire ou une aide de transition est nécessaire afin d'atténuer les contrecoups auxquels on pourrait s'attendre après avoir dressé les listes définitives. Au risque de me répéter, je crois qu'en tant que pays, nous sommes engagés dans la bonne voie.

Après tout, c'est presque un cliché au Canada de dire que nous devons exporter afin de survivre. Il s'ensuit presque automatiquement qu'un climat favorable à l'exportation ou, à vrai dire, un climat favorable aux importations en provenance du monde entier, nous est fort avantageux, surtout si l'on songe aux changements assez radicaux survenus depuis les deux dernières décennies; il suffit de penser à la formation de très vastes organisations de pays telles que la Communauté économique européenne (CEE), l'Association des pays de l'Asie du sud-est (APASE) bien d'autres. Ce qui signifie que le Canada, avec ses 23 millions d'habitants et une capacité de production et de fabrication comparativement assez réduite, doit se tourner vers l'extérieur et éviter à tout prix de se replier sur lui-même s'il veut profiter de ces possibilités d'exportation.

On pourrait s'étendre bien davantage sur le sujet et il nous faudra le faire; nous devons, en outre, procéder à des consultations plus fréquentes auprès des gouvernements provinciaux, des divers secteurs industriels et de tous les citoyens canadiens avant d'en arriver à des décisions définitives et irrévocables dans le cadre des négociations tarifaires multilatérales. J'ai toutefois cru important, dans le contexte de ce débat, de porter à l'attention des députés le fait que le Canada joue sur la scène internationale un rôle très important et qu'on retrouve au coeur de notre politique étrangère cette volonté de participer, dans la plus grande mesure possible, à diverses organisations internationales qui, en dernière analyse, influenceront de façon certaine, sinon décisive, sur la rapidité avec laquelle nous nous tirerons du mauvais pas où nous nous trouvons actuellement, à l'instar de tous les pays industrialisés.

A ce sujet, je voudrais ouvrir une parenthèse intéressante. Bien qu'il soit impossible d'arriver à quelque certitude avant que tout soit terminé, les nouvelles en provenance du Venezuela, où les pays membres de l'OPEP sont actuellement en réunion, sont très encourageantes: il semble possible qu'au moins l'an prochain nous bénéficions d'un gel du prix du pétrole.